



Amplifier la mobilisation dans les labos et les universités : Contre la loi Fioraso, pour l'abrogation de la LRU ! Contre la politique du gouvernement !

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 27 rue Taine - 75012 Paris ou par mail à : contact@npa75.org

Nom / Prénom : Ville :

Tél. : Mail :

Je souhaite soutenir ou être tenuE informéE

LRU = démantèlement de l'Université publique

En 2007, Sarkozy promulguait la loi sur les Libertés et Responsabilités des Universités (LRU). L'autonomie financière des établissements a mis un tiers d'entre eux en déficit conduisant à l'accentuation de la misère universitaire. La gestion directe des salaires et le manque de budget ont incité les directions à embaucher sous le plafond d'emploi autorisé pour faire des économies. La conséquence : une dégradation sans précédents des conditions d'études pour les étudiants et de travail pour les personnels !

Hollande avait promis un changement, la réforme Fioraso (ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche - ESR) renforce la logique de la LRU de Sarkozy en lui donnant une cohérence territoriale : appliquer l'austérité dans l'ESR et assujettir le secteur aux besoins du patronat.

Le projet de loi d'orientation Fioraso confirme et aggrave la LRU

Depuis la fin janvier, les plans de G. Fioraso ont été rendus publics. Les craintes qu'on pouvait avoir sont confirmées. Ce projet est dans la droite ligne du projet de loi d'orientation sur l'École de Peillon et de l'acte III de la décentralisation contre lesquels se battent actuellement les enseignants du primaire.

La réforme censée « améliorer » la LRU renforce au contraire les mesures prises à l'époque Sarkozy. Aucune mesure sérieuse n'est envisagée en ce qui concerne l'emploi, alors que le sous-encadrement est criant et a encore progressé tout comme la précarité qui gangrène universités et laboratoires.

Régionalisation des formations et des diplômes

Jusqu'ici le système universitaire demeure encore largement national, permettant à chaque jeune d'accéder à des formations globalement équivalentes quel que soit son lieu de résidence. Le projet Fioraso prévoit de régionaliser l'ESR : un budget régional, des postes seraient alloués à ce niveau, etc. Ce processus concernerait aussi l'habilitation des formations. Jusqu'ici le contenu de chaque diplôme est validé au niveau national par le CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur Et de la Recherche). Ce dispositif garantit une certaine homogénéité des formations.

Il serait désormais question d'« assouplir » le système. Une procédure d'« accréditation » serait créée. Inévitablement, ceci aboutira à la disparition des diplômes nationaux, au profit de diplômes spécifiques à chaque fac, épousant étroitement les exigences patronales au niveau régional.

Premier cycle universitaire : un super lycée ?

L'idée est de « retarder » la spécialisation en licence, ce qui revient à liquider la licence disciplinaire traditionnelle au profit d'un système dévalorisé, déqualifié. Nous nous dirigeons vers la mise en place d'un « super lycée » à l'anglo-saxonne avec multiplication des professeurs agrégés plutôt que des enseignants-chercheurs en licence. Dans ce contexte, le décret sur la modulation de services des enseignants-chercheurs n'est pas abrogé. Sous prétexte d'économies budgétaire et d'excellence, la déconnexion entre enseignement et recherche va ainsi devenir la règle !

 POUR
PRENDRE
CONTACT

Recherche : renforcement du contrôle patronal

On sait que, sous couvert de chasse à « l'innovation », toute une campagne se mène pour rendre les chercheurs responsables de la faillite en cours des capitalistes français, ce qui passe par la mise en extinction des recherches dites « non rentables » (pour les patrons).

Cette politique aboutit à la mise en place de diverses structures visant à inciter les chercheurs à « relativiser » leur activité de Recherche, à s'investir dans le « transfert » de leurs travaux vers le privé. Ainsi, il est prévu d'évaluer les personnels sur « l'ensemble des missions qui leur sont assignés », plus uniquement sur leur production scientifique.

Vers une restructuration globale de l'ESR à travers la territorialisation

Dans chaque région, l'ensemble des organismes de l'ESR seront fusionnés dans des pôles uniques ou « communautés scientifiques » (sauf en Ile-De-France où il y en aura plusieurs) qui engloberont les acteurs économiques locaux. La disparité de moyens entre régions riches et pauvres va s'accroître suite à un transfert de compétences aux collectivités territoriales (en lien avec l'acte III de la décentralisation). Ces pôles permettront d'accélérer le transfert de connaissance du public vers le privé et de spécialiser chaque organisme en fonction des entreprises locales.

La logique globale, c'est le démantèlement de l'Enseignement supérieur Public, des statuts des personnels et des organismes de recherche.

Construire la mobilisation pour le retrait du projet

Les premières réactions chez les personnels et les étudiants commencent à arriver. Cette réforme est largement impopulaire dans le secteur, il faut maintenant mettre en place un plan de mobilisation. Le front syndical opposé à la loi doit avancer des revendications claires pour unifier personnels et étudiants autour du retrait du projet de loi et de l'abrogation de la LRU.

Comme en 2009 nous devons nous diriger vers un mouvement de grève de l'ensemble des catégories de personnels et des étudiants car nous sommes tous menacés par cette réforme. Pour en discuter, il faut organiser des AG dans tous les établissements de l'ESR comme cela a déjà eu lieu dans plusieurs facs et labos. Rassembler les syndicats et les personnels convaincus de se battre est la première étape pour convaincre majoritairement nos collègues du danger de cette réforme et de la nécessité d'agir pour contrer les plans du patronat et du gouvernement dans le secteur de l'ESR.

C'est ce mouvement qu'ont impulsé les enseignants du primaire avec deux journées de grève massive en janvier et février. Tous ensembles, de la maternelle à l'université, nous pouvons gagner !



Face à de telles menaces, le NPA défend les revendications suivantes :

Retrait du projet de réforme Fioraso et du projet de loi d'orientation sur l'École

Abrogation de la loi d'autonomie des universités (LRU) et du grand emprunt

Un plan pluriannuel de création de postes sur statuts (résorption de la précarité et réponse aux besoins)

